

Discours de Jean-Pierre Raffarin

17 octobre 2006

Mesdames et Messieurs les Ministres

Mesdames et Messieurs les Elus,

Chers Amis,

Bonsoir,

Merci à Axel PONIATOWSKI, à Fabien SIMON, à Carole GUYOT et à toute l'équipe de Dialogue & Initiative d'avoir organisé **cette belle fête de famille**.

Merci d'avoir préféré cette fête « en live » plutôt que le nouveau remake du film « Casino Royale » diffusé sur la chaîne parlementaire.

Chère famille des **pionniers de l'UMP**, Gaullistes, Libéraux, Centristes, Républicains Indépendants et Radicaux qui, dès 1998, se sont rassemblés pour créer Dialogue et Initiative, première maquette de l'UMP.

Aujourd'hui D & I s'affirme comme **le lieu du rassemblement paisible**. Je salue tout particulièrement mes trois amis, **co-fondateurs**, Jacques BARROT, retenu à Bruxelles, Michel BARNIER et Dominique PERBEN.

Je suis avec vous, de retour. Plus expérimenté, plus lucide, encore plus désintéressé, au total, plus libre et plus heureux.

Merci à vous toutes et à vous tous d'être là, merci d'avoir été là, dans les grands moments comme dans les mauvais quarts d'heure. Pour ces derniers, merci à Celle qui, avec dignité et simplicité, a su, trois ans durant, prendre un Premier ministre par la main.

Merci à mes ministres, tout particulièrement à ceux qui ont assumé et qui assument leur action. **J'assume la mienne** et si ce n'était pas le cas, je ne serais pas là pour vous parler d'avenir. Comme Paul Valéry : « je suis un honnête homme, je veux dire que j'approuve la plupart de mes actions ».

* *
*

Je salue chaleureusement mes amis parlementaires, les vaillants députés, les sages sénateurs et les eurodéputés trop méconnus. Ils ont été courageux et loyaux.

Ils peuvent être fiers de leur bilan, dont les **quatre piliers** sont la paix, la croissance, l'emploi et les réformes.

La paix :

- Pendant la législature, ils ont servi la cause de **la paix**, priorité de la politique étrangère de Jacques Chirac.

Le respect des peuples, le dialogue des cultures, le service de la paix, c'est le message qu'ils ont soutenu notamment en votant et en veillant au **respect de la loi de programmation militaire** grâce à laquelle les soldats de France servent la paix en Côte d'Ivoire, au Liban ou en Afghanistan.

La croissance :

Quand nous sommes arrivés aux responsabilités en 2002, la France connaissait une profonde rupture de croissance, l'augmentation du PIB passant de 4% à 0% en peu de temps. En quelques années, nous avons mené **la reconquête de la croissance**, sous l'impulsion de Thierry Breton, je suis heureux de constater que l'économie de la France a repris sa place, en tête des pays de la zone euro.

L'emploi :

Pour **l'emploi** les résultats sont d'évidence. Quand Lionel Jospin m'a donné les clefs de Matignon le chômage était en hausse. Quand j'ai accueilli Dominique de Villepin sur le même perron, trois ans plus tard, le chômage était en baisse. Ces résultats se sont largement

prolongés par la suite. Je ne vous cacherai pas que je suis heureux de voir maintenant le rôle de mon gouvernement, dans ces résultats, reconnu.

Les réformes :

Quatrième pilier : **les réformes**. Nous en avons mené beaucoup : des retraites à la décentralisation, de l'assurance maladie à la sécurité routière, du cinquième risque de la dépendance à la télévision numérique terrestre...

Chaque réforme a son rythme : 120 réunions pour la réforme des retraites, **¼ heure pour signer la réforme la plus rapide et l'une des plus efficaces : le non paiement des jours de grève dans la fonction publique**. La liste des réformes ne sera pas si facile à égaler.

Avec la réforme des retraites, nous avons, je crois, créé une méthode de la réforme qui prouve que **la France est réformable**. D'autres initiatives, qui n'ont pas respecté les quatre étapes de la « **réforme française** », ont démontré, par défaut, cette exigence méthodique.

Pour réformer, il faut d'abord un **diagnostic partagé**, j'avais, pour ce faire, bénéficié des travaux du Comité d'Orientation des Retraites, mis en place par mon prédécesseur.

Puis il est nécessaire de pousser **le dialogue social jusqu'à l'accord**. Le politique dans la société complexe ne réforme **pas sans allié**. J'ai pu négocier, jusqu'à l'accord, avec François CHEREQUE. Cet accord a été déterminant. J'espère que ceux qui, dans le prochain quinquennat, reprendront le dossier, n'oublieront pas le rôle de la CFDT.

Enfin nous avons prévu une **clause de revoyure** en 2008. Dans la société moderne **on ne réforme plus pour l'éternité**, régulièrement il faut adapter nos textes aux réalités du moment et ainsi prévoir les étapes du mouvement. **Au fond la grande réforme est permanente**.

Pour l'action en général, pour les réformes en particulier, l'expérience du premier quinquennat de la Vème République sera utile pour la réussite du second.

* *

*

A Matignon, je me suis forgé une conviction, le mouvement de la France doit être continu, les allers et retours politiques affaiblissent le pays. En 2007, nous sommes face à un **impératif de victoire** : le retour des socialistes serait le recul de la France – ce serait la rechute.

Il nous faut deux victoires, celle de l'élection, mais aussi celle de l'action.

Pour cela je souhaite qu'on fasse **moins de promesses** mais qu'on affirme davantage **notre vision de l'avenir**, cette pensée politique qui donnera de la cohérence à notre action. C'est dans cette perspective qu'aujourd'hui Dialogue et Initiative rend publique sa contribution au projet de l'UMP.

Une vision, au sens gaullien du mot, ce n'est pas un slogan, ce n'est pas non plus un désir, ni d'avenir, ni de passé, **c'est une rencontre entre une pensée politique et un programme pour l'action. C'est un projet de vie pour la France, un supplément d'âme pour la Nation.**

Notre vision de l'avenir c'est « **l'alliance**, celle de « la France de toujours » et de la société de demain ». Je sais bien que de nombreux dirigeants considèrent que l'Histoire commence le jour de leur prise de fonction. Leur naïveté, même charmante, est désarmante. Toute vision exclusivement tournée vers la nostalgie ou vers la futurologie se mutile et mutile la France.

L'art politique consiste à **conduire la France entre tradition et modernité, entre changement et continuité !**

Je pense que notre vision doit trouver sa source dans une pensée humaniste renouvelée.

Nous ne pouvons nous laisser conduire par une pensée matérialiste même modernisée. L'Homme, pour nous, ne peut être « innocent de lui-même ». Nous ne croyons pas au déterminisme intégral : ni à celui de la société proposé par Marx, ni à celui de l'inconscient proposé par Freud, ni à celui des manipulations génétiques proposé par certaines genotechnologies. Tout au long de son histoire, l'humanisme a du se réinventer pour surmonter toutes les attaques des philosophies du soupçon.

L'humanisme religieux des Chrétiens, l'humanisme de la société des Républicains, l'humanisme de la personne des libéraux et des personalistes, se prolonge aujourd'hui par « **l'humanisme de la vie** ».

Au XXIème siècle « l'humanisme de la vie » construit sa relation au monde autour d'une exigence : **protéger notre planète, espace de notre espèce**. La relation à la société, l'éthique - pour raisonner comme Luc Ferry - s'articule autour du respect de la vie de l'autre. **L'« humanisme de la vie » annonce la « société du respect »**.

Sur le plan économique et social cet humanisme nouveau valorisera la démographie, science humaine nécessaire pour répondre aux questions posées à chaque étape de la vie.

Sur le plan personnel il s'agit de mesurer en nous **les forces de la vie** et de reconnaître que, parce que ces forces peuvent être plus grandes que nous, elles ont quelque chose de sacré. La vie, les valeurs sont en nous. Nous sommes là proches de l'idée d'une « nouvelle écologie de l'Homme » chère à Marie-Thérèse HERMANGE.

La même pensée s'applique à la politique : **les forces de la France sont au cœur des Français**.

Chers Amis, disons la vérité aux Françaises et aux Français : **Ayez confiance, la France est en vous !**

* *
*

Cette pensée doit guider notre action, lui donner sens et cohérence.

La contribution que nous proposons pour le projet de l'UMP s'inspire de ces réflexions, de ces expériences. Trois orientations nous semblent devoir être renforcées au regard de ce que nous lisons quant au projet de l'UMP.

Ouvrons, sur la planète, les fenêtres de la France

Certains « **déclinologues** » semblent avoir regagnés nos rangs. Méfiance. Pour moi la France est plus menacée par le repli que par le déclin.

Nous ne sommes pas suffisamment lucides sur la situation du monde, de la planète.

Je regrette qu'il faille un « film alarmiste » présenté par l'ancien Vice-Président Al GORE pour intéresser au développement durable les élites d'un pays, la France, qui s'est déjà engagé, dans un plan climat, à réduire par le facteur 4 ses émissions de CO2, qui a adopté une **stratégie de développement durable** et qui a inscrit, selon la volonté du Chef de l'Etat, le **principe de précaution** dans sa loi fondamentale.

Nous proposons aujourd'hui d'aller plus loin en adoptant un « **plan Énergies 2020** » parmi les objectifs duquel figurera l'augmentation à **20% de la part des énergies renouvelables** et la poursuite de la **modernisation des centrales nucléaires** de la France.

Pour le développement durable, dans l'organisation gouvernementale, je préfère un **ministre d'Etat**, avec des attributions horizontales, à un poste de « Vice premier ministre » dont la place sera toujours ambiguë dans nos institutions.

Limiter le nombre de ministres d'Etat à deux, l'un pour le développement durable et l'autre pour l'Europe serait une meilleure garantie d'efficacité. Si ces ministres ont l'énergie de celui qui fut Ministre d'Etat dans mes gouvernements il n'y aura rien à craindre pour les causes qu'ils défendront.

Il faut aussi **réconcilier la France avec la planète** quand celle-ci présente le visage de la mondialisation.

A quoi sert-il de faire peur aux Français avec la croissance chinoise ?

Soyons fidèles à l'attitude **de lucidité qu'a eu le Général de Gaulle en 1964** lorsqu' il a reconnu la Chine. Quand nos enfants auront notre âge, la Chine aura retrouvé la place qu'elle a occupé jusqu'au XVIIIème siècle : la première au monde.

Quel est le sens de cette schizophrénie qui consiste à demander à nos entreprises d'aller à l'étranger et de craindre les entreprises étrangères. Pour Tony Blair, toute entreprise qui crée des emplois ou qui investit au Royaume-Uni est une entreprise du Royaume-Uni.

Pour la France de demain **l'attractivité de nos territoires** doit demeurer une priorité de notre politique économique.

Nous avons besoin d'alliance pour peser dans le monde. Pour cela une **politique d'immigration co-choisie** avec les pays d'émigration sera plus efficace.

Premier réseau de nos alliances, **l'Europe doit renforcer sa souveraineté économique** pour mieux protéger le pouvoir d'achat et l'emploi des Européens. Sur le plan institutionnel les propositions de Nicolas Sarkozy sont raisonnables. **Un traité simplifié permettra à l'Europe d'être gouvernée**, nous pourrons ensuite reprendre les propositions du Président GISCARD d'ESTAING.

Il est urgent que l'Europe reconquière le cœur des Françaises et des Français. Le projet européen doit rester au centre de notre ambition nationale.

Nous restons attachés à une vision multipolaire de l'Ordre international dans laquelle le rapport de forces, bilatéral, de l'Europe avec les autres continents, complète l'approche multilatérale des organisations internationales telles que l'ONU, l'OMC et bientôt l'Organisation Mondiale de l'Environnement.

Pour la politique étrangère de la France, la constance est notre exigence.

Deuxième inflexion : respectons la diversité française

Soyons particulièrement attentifs à l'expression des forces vives de la France. Les incompréhensions que nous avons eues dans la période récente entre une certaine partie de la jeunesse et le gouvernement doivent être rapidement surmontées. **Nos propositions en faveur des jeunes actifs et la relance universitaire par l'autonomie et la décentralisation** participent de cet objectif.

La démocratisation d'Internet et l'engagement des élus dans la Blogosphère favorisent aussi un renouveau de l'interpellation politique. Je salue la présence de nombreux blogueurs parmi lesquels **Loïc Le Meur, Versac, Natacha Quester Séméon, Daniel Glazman...** Chroniqueurs **indépendants** de notre modernité, ils incarnent la liberté de notre jeunesse et son désir de prendre la parole et d'être écoutés. Nous comptons sur eux pour que progresse, grâce au net, **l'éthique** de la communication politique.

Une élection présidentielle française n'a jamais été gagnée sans la Jeunesse. Aimer la France, c'est aimer sa Jeunesse : son engagement humanitaire, sa générosité sociale, son bonheur du métissage, son besoin d'expression... Soyons plus attentifs aux « ghettos affectifs » dans lesquels tant de jeunes sont enfermés.

Nous devons aussi poursuivre nos initiatives pour renforcer le rôle des femmes dans l'exercice des responsabilités et pour corriger les inégalités et les discriminations. C'est sans doute dans la population féminine que réside en France le plus fort potentiel d'énergie, d'imagination et de générosité non encore épanoui.

La proposition de l'Association « Femmes, débat et société » **d'un ticket paritaire**, par exemple, en créant un « couple suppléant/titulaire » pour les élections cantonales qui, dans la démocratie locale ne sont pas encore concernées par la parité, me semble utile.

Très sincèrement, je préfère qu'un grand nombre de femmes exerce des responsabilités politiques, plutôt que d'en voir une seule, celle qui vient pourtant d'une belle région, accéder à l'Elysée.

Nous appuyons aussi les propositions de Valérie PECRESSE pour la famille.

La fiscalité est évidemment un levier important pour libérer les forces vives. Pour cette raison nous sommes attachés à l'exonération des droits de succession pour la résidence principale.

Troisième proposition : renforçons notre « vivre ensemble »

L'autoritarisme n'est pas une « gouvernance moderne », la gauche en a fait la triste expérience avec les 35 heures. Consciente de ces erreurs, Mme ROYAL propose la démocratie participative comme la nouvelle vitrine du vieil autoritarisme.

Où est la démocratie participative quand on exclut l'opposition des instances délibératives d'un comité régional du tourisme comme la justice vient de le sanctionner ? Où est **la démocratie participative** quand on refuse de rencontrer les organisations professionnelles ? Où est la démocratie participative quand le citoyen n'a plus que le tribunal où s'exprimer ? On ne fabrique pas de la cohésion sans dialogue, sans écoute, sans respect.

La cohésion sociale, qui a fait un bond en avant dans notre pays grâce au plan que nous avons lancé avec Jean-Louis BORLOO, reste, pour le prochain quinquennat, une priorité nationale. La restructuration des quartiers dans le cadre de la rénovation urbaine ne peut être qu'accélérée. Voilà 25 ans que la crise des banlieues couve, la première réponse à la hauteur du défi a été la création de **l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) avec ses 30 milliards d'euros pour 500 quartiers** et toutes les politiques connexes. Ce sera évidemment long. Mais la cohésion territoriale connaît aussi de nombreux succès en France, par exemple la mixité sociale à Marseille ou la renaissance rurale dans l'Ouest.

Pour faire vivre **cette nouvelle valeur du centre, la mixité sociale**, nous proposons une baisse de l'impôt sur le revenu, dans les quartiers en difficulté, qui s'inspire des initiatives de terrain.

L'attention aux plus faibles est au centre de cette démarche de cohésion, une priorité pourrait d'ici 2012 être arrêtée pour les victimes de la maladie d'Alzheimer comme l'a proposé Marc LAFFINEUR. D'une manière plus globale, nous appuyons le combat de Marie-Anne MONTCHAMP pour les victimes des maladies mentales.

La cohésion politique pourrait être renforcée par la création d'un « **Code républicain** » qui reprendrait les principes de la République au premier rang desquels figurerait la laïcité, valeur que mon gouvernement a renforcé avec la **loi sur les signes religieux à l'école**.

On y retrouverait l'Histoire de France avec ses pages heureuses et ses pages malheureuses, sans les excès de la repentance.

A ce propos, j'approuve le Président de la République quand il affirme que **ce n'est pas au Parlement d'écrire l'histoire** et je rejoins Bernard ACCOYER lorsqu'il déclare : « n'attisons pas la guerre des mémoires ». Je le dirai au Sénat le moment venu. Notre « Code républicain » pourrait être signé par chaque citoyen à l'occasion de la remise de sa carte d'électeur.

La cohésion politique peut être aussi renforcée par une **réelle modernisation de nos institutions**.

J'ai identifié à Matignon les lieux de l'efficacité politique. L'Etat fonctionne là où la chaîne de l'autorité est claire et respectée. Pour que le gouvernement gagne en efficacité, il faut clarifier la ligne hiérarchique. Pour cela, **je propose que le Premier ministre nomme lui-même et remercie lui-même les ministres**. Dans cette position le Premier ministre protégera mieux le Président qu'un directeur de cabinet qui ne jouerait plus le rôle nécessaire de fusible. Je comprends qu'**un candidat souhaite s'exposer** mais je dis qu'**un Président doit se protéger** des soubresauts de la société.

La cohésion de la Nation est confortée aussi par l'effort budgétaire en faveur de la défense nationale aux alentours de 2% du P.I.B., cap qu'a tenu avec caractère et talent Michèle Alliot-Marie.

Le bon ordre de nos finances publiques qui est en voie d'achèvement notamment avec la totale maîtrise de notre dépense publique devra s'inscrire dans **une loi quinquennale construisant le retour à l'équilibre budgétaire en fin de législature**. La gestion publique est un élément majeur de la confiance.

Les clubs Dialogue & Initiative participeront ainsi avec leurs idées au débat du 16 novembre pour le projet de l'UMP.

Notre ambition n'est pas de se substituer au projet mais de le compléter et de l'élargir.

* *
*

Le devoir de victoire

L'élection présidentielle française est l'une des plus difficiles au monde, il ne s'agit pas d'être élu par quelques dizaines de milliers de voix dans sa circonscription comme le sont la plupart des chefs d'exécutif en Europe.

Le Président français doit avoir les voix des Alsaciens, des Bretons, des Corses, des Réunionnais... au total une majorité de la quarantaine de millions d'électrices et d'électeurs que compte notre pays. Si tous nos présidents ont été des personnalités d'expérience, c'est parce que **cette élection n'est pas faite pour débutants ou...débutante.**

Notre problème institutionnel est que les qualités du candidat pour gagner ne sont pas nécessairement les mêmes que celles du président pour gouverner.

Le candidat est un piéton dans la société française, disponible, accessible, peu pressé. Il est plongé dans le quotidien, il doit avoir un avis sur tout.

Un jour ministre de l'agriculture, fonction majeure mon très Cher Dominique, l'autre jour en charge des collectivités locales, Cher Brice.

En rassemblant son camp, le candidat subit le clivage national. Plus la campagne avance, plus recule l'esprit de nuance. C'est une raison qui me conduit à ne pas souhaiter une campagne trop longue. Une campagne divise et plus un pays est divisé, plus il est difficile à gouverner.

Il y a trop de violence dans la société pour que la politique soit brutale. Écoutons le dernier message d'Anna POLITKOVSKAÏA : « **je hais la haine** ».

Le Président, lui, est garant de l'unité de la Nation, la simplification lui est interdite. Seul, il est l'homme en charge de l'essentiel. Il impulse les politiques du quotidien, mais il doit éviter de se disperser dans l'actualité pour veiller à la sécurité de la France, à la continuité de l'Etat, à l'indépendance nationale, au rôle de la France en Europe et dans le monde.

En toutes circonstances, le Président doit pouvoir prendre de la hauteur, cela n'exclut pas une relation de confiance naturelle avec le parti dont il est issu. Cette relation est renforcée par **la nouvelle donne institutionnelle** qui met le Président de la République devant la nécessité de

gagner les élections législatives, un mois seulement après sa propre élection, pour pouvoir gouverner. **Le Président a ainsi besoin du parti dont la victoire aux élections législatives dépend réciproquement de la sienne.**

Le parti n'est pas propriétaire du Président, le Président n'est pas prisonnier du parti, **mais ce lien légitime le soutien du parti au candidat.** A cette raison institutionnelle s'ajoute une exigence électorale. Pour gagner il faut l'union, c'est-à-dire un rassemblement autour d'un seul candidat. Je ne connais que la logique de parti qui puisse concilier la diversité des opinions et la discipline de l'union. **L'union est une discipline.** Croyez bien que lorsque je vois certains d'entre nous faire des sourires charmeurs à l'adversaire, je me modère au nom de l'union, je me tempère pour la victoire. J'invite mes amis à relire Victor Hugo : « **réfléchis longuement avant de te faire applaudir par ton adversaire** ».

La loyauté n'est pas une facilité. Je l'ai décidé. « Ne se brouille pas avec moi qui veut ».

Nous avons construit l'UMP en tirant les leçons des échecs, des divisions, notamment les échecs des élections municipales à Paris et à Lyon (en 2001). **Nous n'accepterons jamais que souffle sur notre famille le vent mauvais de 1981.**

Je demande, à chacune et chacun d'entre vous, d'être **les casques bleus de l'union** avec cette conviction : l'idéal du soldat, c'est la paix.

Il n'y a pas d'œuvre humaine que l'Homme ne puisse détruire. Un jet de mots comme un jet de pierres peut être destructeur. Le pire est quand l'élu détruit l'espoir que le citoyen met en lui. Certains propos désespèrent les Français. **Les diviseurs sont les agresseurs de l'espoir,** j'en appelle à la responsabilité de chacun.

N'oublions pas non plus que l'union de la majorité est **la condition sine qua none pour que notre candidat devance Jean-Marie LE PEN** au premier tour en avril prochain.

Pour que l'UMP porte l'union pour laquelle nous l'avons créé, tous **les candidats à l'élection présidentielle, issue de la famille, devront se soumettre à ses règles, c'est-à-dire à son congrès.** Seul le Président de la République, parce qu'il est l'élu de tous les Français, pourrait éventuellement choisir une autre démarche. **Liberté dans l'UMP - Respect de l'UMP.**

Notre Premier ministre, Dominique de VILLEPIN, notre ministre de la défense Michèle ALLIOT-MARIE, homme et femme d'Etat, sont indispensables à notre victoire collective. L'UMP a besoin d'eux comme elle a besoin de tous ceux qui ont servi et qui servent la France.

J'ai ici évidemment une pensée affectueuse pour le nouveau maire de Bordeaux, notre ami Alain JUPPE. Sur bien des sujets liés à leurs expériences les trois Premiers ministres de Jacques CHIRAC seront d'accord.

Je veux dire à Nicolas SARKOZY que nous jugeons remarquable son parcours au gouvernement et à la tête de l'UMP. **Il sait que je le connais, je sais qu'il me connaît.** Nous avons travaillé en confiance. Nous avons pu tester réciproquement nos loyautés.

Il est Président de l'UMP, je souhaite travailler en toute liberté, mais en responsabilité, pour la victoire de l'UMP. Le moment venu, je m'engagerai derrière le candidat de la famille. D'ici là, je ne donne pas de leçon, je ne pratique pas l'ultimatum, **je ne joue ni double ni triple jeu. Je travaille à la victoire par le rassemblement.**

* *
*

Dans ce contexte, **Dialogue & Initiative s'engage sans réserve pour le seul objectif qui vaille : la victoire.**

Pour donner un prolongement à l'exceptionnelle rencontre de ce soir, je vous propose que nous fassions ensemble « **le serment de l'Union** », je vous propose que, tous ensemble, nous organisions, d'ici le printemps, **577 « banquets de l'Union »** à l'image de celui-ci. **Je demande aux cent parlementaires ici présents de s'engager dans ce militantisme de l'Union.**

Nous présentons aujourd'hui **nos 25 propositions**, notre contribution au projet de l'UMP. Parmi celles-ci, **quatre priorités seront déterminantes pour la qualité de notre soutien.**

1 – Nous souhaitons que le message universel de la France reste la paix à travers le dialogue des peuples. Nous ne croyons pas que la répression permettra l'équilibre du monde.

Pour conserver son influence en faveur de la paix, **la France doit poursuivre son effort de défense**. En ce qui concerne la politique étrangère et celle de la Défense nationale, la France doit rester fidèle à elle-même.

2 – Nous souhaitons en matière institutionnelle le renforcement du rôle du Premier ministre et aussi celui du Parlement. Il nous paraît « plus français » de changer la pratique de la Vème République que de changer de constitution.

3 – Pour améliorer le pouvoir d'achat des Français, nous proposons d'engager une **négociation nationale pour un meilleur partage des résultats des entreprises**.

Chacun peut comprendre que les entreprises en difficulté ne disposent pas de marges pour augmenter les revenus de leurs salariés. En revanche, toutes celles qui affichent des résultats, parfois spectaculaires, devraient mieux partager leurs bénéfices avec leurs employés. Certaines rémunérations étant particulièrement choquantes, **un meilleur partage des résultats est nécessaire** pour la cohésion sociale mais aussi pour améliorer l'image des entreprises dans notre pays.

« Le dividende du travail » nouvellement créé par la loi relative à la participation pourrait être l'un des véhicules de ce progrès.

4 – Nous souhaitons enfin « **inventer l'UMP d'après** ». J'ai mesuré à Matignon les difficultés que nous éprouvions avec certains projets de loi, qui, parce qu'ils n'étaient pas politiquement finalisés, se retrouvaient parfois administrativement détournés.

Alors que le temps politique s'accélère, **le parti doit être le lieu d'où émergent les idées et où se finalisent les projets**. C'est aussi l'espace où doivent se former les équipes et où sur le long terme, au gré des changements de personnes, s'affirme la continuité de notre vision et de nos idées.

Force électorale fondée sur l'éthique de conviction, un parti doit aussi être une « **force de gouvernement** » fondée sur l'éthique de responsabilité. Dans Le Président doit pouvoir trouver dans le parti des soutiens mais aussi des idées et des équipes.

Dialogue & Initiative souhaite prendre toute sa place pour imaginer le nouveau rôle d'un parti de gouvernement dans le quinquennat.

* *
*

Chers Amis,

Restons mobilisés, jusqu'au bout, notre victoire est incertaine et notre projet inachevé.

Les divisions de la gauche et l'archaïsme du projet socialiste ne nous placent pas, en ce moment, en mauvaise position. Mais l'expérience nous apprend que quelque soit le candidat choisi par les socialistes, ils se rassembleront autour de lui et qu'il aura tout le temps de la campagne pour masquer leur programme.

C'est donc à nous qu'il revient d'éclairer les Français sur **la « rechute socialiste » qui nous menace** : élargissement des 35 heures aux PME, réduction de notre effort de défense, régularisation massive des sans-papiers et remise en cause de nos grandes lois sur la sécurité, la justice, l'immigration, les retraites, la dépendance et bien d'autres...

Nous le savons maintenant, le socialisme fait mal à la France.

Puisque la France se gouverne au centre, les positions extrêmes affaiblissent le pays.

Je regrette que François BAYROU ait abandonné le combat pour les valeurs « absolues » du centre au profit d'une tactique « relative » consacrée uniquement à ses voisins. Un grand projet se définit davantage par la recherche du dépassement que par celle de l'affrontement.

Voilà la véritable conviction que devrait pourtant porter les héritiers de la démocratie chrétienne. Là encore soyons unitaire pour deux.

Je suis heureux de saluer **un authentique homme du centre**, lui, avec qui j'ai milité de longues années durant, notre ami **Gilles de ROBIEN**.

Mon dernier mot sera pour vous parler d'une personne que je connais bien, je la garde pour la fin, parce qu'au fond elle est à la fois à gauche, au centre et à droite. L'opportunisme n'a pas d'adresse.

Je persiste et je signe : **Mme ROYAL séduit au loin, elle déçoit au près.** La Région Poitou-Charentes, avant la France, a d'abord été séduite, c'était en 2004. Maintenant la déception est galopante. La province a un temps d'avance sur Paris.

Cependant, compte tenu de « l'humilité naturelle » de ses concurrents, elle a de fortes chances d'être désignée par le PS. Mais je vous le dis avec conviction, je ne la crois pas prête pour battre notre candidat.

Avoir les faveurs des Français sept mois avant l'élection, cela ne garantit pas leur confiance le jour du scrutin.

La confiance des Français se mérite. Elle exige de nous l'Amour de la France, le respect des Français, l'unité de la famille. Nos compatriotes seront convaincus s'ils ressentent que ces valeurs sont en nous.

Nous leur donnerons confiance car ce qui est en nous, c'est la France !

* *
*